



Institut
EGA

24 septembre 2026



RAPPORT

L'Organisation de coopération de Shanghai : entre ancrage régional et ambition mondiale

Kareem Salem

AVERTISSEMENT

L'Organisation de coopération de Shanghai : entre ancrage régional et ambition mondiale

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un laboratoire d'idées français fondé en 2015 spécialisé sur les relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Étude rédigée par Kareem SALEM, directeur du département Asie du Sud, Pacifique et Océanie de l'Institut d'études de géopolitique appliquée, dans le cadre de l'observatoire du risque politique et social en Asie.

L'observatoire du risque politique et social en Asie, créé par l'Iega, apporte un éclairage renouvelé sur la géopolitique de l'Asie. En adoptant le prisme du risque, pluridisciplinaire et polysémique par essence, l'observatoire revendique une approche transversale et une dimension prospectiviste. À travers cet observatoire, l'Iega intègre des acteurs stratégiques à son cadre réflexif (entreprises, groupes sociaux, organisations non gouvernementales) et apporte des éléments de réponse pouvant être exploités avec davantage de facilité. L'observatoire constitue un lieu privilégié pour étudier l'interaction des dynamiques internes aux États (problématiques sociales, impact des évolutions économiques et sociétales sur le domaine politique, dynamiques géographiques et spatiales) avec leur environnement régional (tensions frontalières, multilatéralisme, partenariats stratégiques, accords diplomatiques, prise en compte des conséquences du dérèglement climatique).

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 24 septembre 2026.

Comment citer cette publication :

Kareem SALEM, « L'Organisation de coopération de Shanghai : entre ancrage régional et ambition mondiale », Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 24 septembre 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



Table des matières

Résumé.....	2
Executive Summary.....	2
Introduction.....	3
Les piliers de l'affirmation globale.....	4
<i>L'OCS comme vecteur de gouvernance alternative et de dédollarisation</i>	<i>4</i>
<i>L'industrie d'armement chinoise, levier d'intégration et d'influence</i>	<i>5</i>
<i>L'énergie comme levier d'attractivité de l'OCS.....</i>	<i>7</i>
<i>La diplomatie technologique comme outil de rayonnement international</i>	<i>8</i>
Les fractures internes et vulnérabilités structurelles du bloc oriental	10
<i>Le déclin russe et l'asymétrie de la relation sino-russe</i>	<i>10</i>
<i>L'Asie centrale face aux sollicitations occidentales</i>	<i>13</i>
<i>L'instabilité du triangle nucléaire Inde-Pakistan-Chine</i>	<i>14</i>
<i>L'Afghanistan, facteur de fragmentation stratégique au sein de l'OCS.....</i>	<i>18</i>
<i>La guerre en Iran et son impact régional</i>	<i>21</i>
Conclusion	26
Bibliographie	29

Résumé

Réalisée entre mai et septembre 2026, cette étude examine le rôle croissant de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) au sein de l'architecture géopolitique mondiale. Née de la volonté commune de plusieurs puissances de contester l'hégémonie occidentale et de promouvoir la multipolarité, l'OCS rassemble aujourd'hui des pays aux trajectoires politiques, économiques et stratégiques diverses. Avec l'adhésion récente du Bélarus (2024) et de l'Iran (2023), l'organisation intergouvernementale compte actuellement dix États membres à part entière, ainsi que quatorze États observateurs et partenaires de dialogue, ce qui en fait la plus vaste organisation régionale du monde. Face au déficit croissant de confiance et des obstacles toujours plus grands au développement commun, la Chine ambitionne d'élargir le rôle qu'elle exerce déjà au sein de l'OCS, en approfondissant les liens qui unissent les États membres, afin de redéfinir les normes internationales qu'elle considère comme nécessaires pour bâtir un système mondial plus sûr et prospère. Les contentieux frontaliers historiques entre certains États membres, le rôle et le poids futurs de la Russie comme partenaire stratégique à l'issue de la guerre en Ukraine, ainsi que l'évolution des rapports de force au Moyen-Orient sous un régime iranien plus militarisé, sont toutefois autant de questions que la Chine devra surmonter pour assurer le développement pérenne de l'OCS.

Executive Summary

This study, completed between May and September 2026, examines the growing role of the Shanghai Cooperation Organisation (SCO) within the global geopolitical architecture. Born out of a shared desire among several powers to challenge Western hegemony and promote multipolarity, the SCO now brings together countries with diverse political, economic and strategic trajectories. With the recent accession of Belarus (2024) and Iran (2023), the intergovernmental organisation currently comprises ten full member states, as well as fourteen observer states and dialogue partners, making it the world's largest regional organisation. Against an international backdrop characterised by a growing lack of trust and ever-increasing obstacles to shared development, China aims to expand the role it already plays within the SCO by deepening the ties between member states, with a view to redefining international norms, which it considers necessary for building a safer and more prosperous global system. However, the long-standing border disputes between certain member states, Russia's future role and influence as a strategic partner in the wake of the war in Ukraine, and the shifting balance of power in the Middle East under a more militarised Iranian regime are all issues that China will need to address to ensure the SCO's sustainable development.

Introduction

Si l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) avait esquissé un anonymat relatif lors de ses premières années d'existence, l'ascension diplomatique, économique et militaire de la Chine sur la scène internationale a suscité un intérêt croissant pour cette organisation intergouvernementale eurasienne dans les relations internationales contemporaines. Ses membres actuels, à savoir la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Iran et, plus récemment, le Bélarus, représentent une masse critique en termes de géographie et de démographie eurasiennes. Elle réunit 42 % de la population mondiale, 24 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et 66 % de la surface du continent eurasiatique.

L'initiative de la création d'une grande organisation asiatique revient au Premier ministre russe Evguénij Primakov, qui avait formé, en 1996, une association informelle dite « Shanghaï Five » comprenant la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. C'est à la mi-juillet 2001 que ces États, rejoints par l'Ouzbékistan, ont officialisé la création de l'OCS. Ce rapprochement avait été largement accéléré par la dégradation sécuritaire régionale de la fin des années 1990 : la prise de Kaboul par les talibans en 1996 et la multiplication des incursions terroristes armées en Asie centrale avaient convaincu Pékin et Moscou de la nécessité d'une structure de sécurité collective.

Alors que la Russie demeure embourbée dans son conflit en Ukraine, la diplomatie chinoise entend se positionner, depuis le 24 février 2022, comme le pilier incontournable de l'OCS, à l'instar d'autres organisations portées par un leadership chinois prépondérant, comme le Forum des nouvelles routes de la soie (BRI) ou les BRICS. Elle rassemble aujourd'hui des pays observateurs et des partenaires de dialogue, notamment des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, comme l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Qatar, ce qui en fait un véritable contrepoids aux organisations occidentales.

Bien que l'OCS suscite une production scientifique régulière, la compréhension globale de sa dynamique réelle reste souvent fragmentaire, oscillant parfois entre des interprétations contradictoires. Face à la concurrence croissante entre la Chine et les États-Unis dans tous les domaines d'intérêt stratégique, il est essentiel d'analyser en profondeur les ambitions de Pékin à travers cette structure, ainsi que les leviers de rayonnement de l'organisation et les facteurs de vulnérabilité susceptibles de freiner son essor.

Les piliers de l'affirmation globale

L'OCS comme vecteur de gouvernance alternative et de dédollarisation

L'OCS apparaît comme un cadre pour les États en quête d'une gouvernance régionale fondée sur la stabilité et le respect de la souveraineté. En constituant un espace privilégiant le consensus et la non-ingérence, l'organisation permet de renforcer la coordination politique sans imposer d'obligations contraignantes, ce qui répond aux attentes des pays souhaitant réduire leur dépendance à l'égard des structures occidentales, notamment face au risque de politiques de sanctions américaines et européennes perçues comme une forme d'ingérence occidentale. Cette orientation s'inscrit dans le prolongement des « cinq principes de coexistence pacifique » théorisés par Zhou Enlai, au nom du gouvernement chinois, en décembre 1953.

Dans le contexte géopolitique mondial actuel, marqué par l'unilatéralisme croissant des États-Unis de Donald Trump, tant sur le plan conventionnel que non conventionnel, Pékin cherche à apparaître comme un pilier de la gouvernance mondiale et de sa refonte, réinterprétée à l'aune de ses préférences idéologiques. Les autorités chinoises évitent de parler de « modèle chinois », préférant évoquer des « solutions » pragmatiques susceptibles de répondre aux défis de la sous-représentation des pays en dehors des cadres d'alliances ou d'organisations multilatérales occidentales. En présence du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le président chinois, Xi Jinping, avait saisi l'occasion du 25^e sommet des dirigeants de l'OCS à Tianjin, pour annoncer une initiative en faveur de la gouvernance mondiale : l'Initiative pour la gouvernance mondiale (GGI). Celle-ci vise à atténuer la sous-représentation des pays du Sud dans les enceintes internationales, l'érosion de l'autorité des Nations unies dans les conflits actuels, ainsi que leur manque d'efficacité dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (XINHUANET 2025).

Si la GGI ne contient pour l'heure aucune proposition concrète, Pékin entend renforcer l'influence des normes chinoises dans le domaine du financement international multilatéral, en élaborant des mécanismes parallèles qui rivalisent avec les institutions dominées par les pays occidentaux. Lors du sommet de Tianjin, le président Xi avait réitéré l'appel de longue date de Pékin en faveur de la création d'une banque de développement au sein du groupe. À cette fin, une subvention de deux milliards de yuans (environ 280 millions de dollars) avait été allouée aux États membres, ainsi qu'une ligne de crédit de dix milliards de yuans (1,4 milliard de dollars) accordée au Consortium interbancaire de l'OCS pour une durée de trois ans

(XINHUANET 2025). Cette future banque de développement pourrait ainsi devenir la première institution multilatérale de financement non libellée en dollars, combinant le soutien aux infrastructures et le financement de programmes économiques dans les dix pays membres (SPRINGFIELD 2025).

Cette future institution prévoit d'adopter le yuan comme unité monétaire opérationnelle. Une telle intégration financière permettrait d'accélérer l'internationalisation de la devise chinoise en tant qu'instrument de règlement privilégié pour les échanges transfrontaliers régionaux, servant l'objectif de Pékin visant à éroder l'hégémonie du dollar américain comme monnaie de réserve mondiale.

À l'aune de fortes tensions géoéconomiques, exacerbées par la politique commerciale protectionniste de l'administration Trump, la consolidation financière du bloc pourrait dès lors réduire l'exposition de certains États aux mesures coercitives américaines, tout en renforçant la résilience des économies locales. Pour les États soumis à des sanctions rigoureuses, à l'instar de la Russie et de l'Iran, ce dispositif pourrait constituer un levier vital pour assurer la pérennité de leur développement économique en contournant les circuits bancaires dominés par l'Occident.

Au-delà de ses ambitions géoéconomiques et financières, Pékin cherche désormais à faire de l'OCS un instrument durable de son influence normative dans la gouvernance mondiale. Cette stratégie repose sur une institutionnalisation progressive de l'organisation au sein des instances des Nations unies. À cette fin, la Chine a obtenu l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2025 visant à renforcer la coopération institutionnelle entre les deux organisations, s'imposant malgré l'opposition ou l'abstention des pays occidentaux (COUVREUR 2025).

L'industrie d'armement chinoise, levier d'intégration et d'influence

La consolidation des relations militaro-industrielles avec la Chine constitue un facteur susceptible de favoriser l'élargissement de l'OCS. Si ce positionnement demeure actuellement complémentaire à celui de la Russie, Moscou pourrait voir son industrie éclipsée à mesure que le complexe militaro-industriel chinois devient un acteur central des échanges avec les pays partenaires de la Chine. Pékin représente le quatrième exportateur majeur d'armes au monde, avec 5,9 % des exportations mondiales d'armements conventionnels (HARPER 2025), tandis que la Russie s'affiche en troisième position, avec plus de 15 milliards de dollars d'exportations (HÖLLER 2026).

Si les forces militaires chinoises ont historiquement reposé sur les systèmes de défense et les arsenaux militaires russes, la Chine s'est considérablement engagée dans la modernisation de son secteur militaro-industriel dès les années 1990, afin de renforcer sa compétitivité industrielle et de construire une base technologique exportable (MADEIROS, CLIFF, CRANE et MULVENON 2005).

Des constructeurs comme AVIC (Aerospace Industry Cooperation of China), initialement spécialisés dans l'aéronautique civile, se positionnent comme une alternative directe à la Russie, puis à terme aux États-Unis. Ses actions s'étaient envolées de 40 % en seulement deux jours, après qu'un pilote pakistanais aux commandes de la dernière version du chasseur Chengdu J-10 ait abattu plusieurs appareils indiens lors de l'opération « Bunyan-UI-Marsoos », la dernière campagne de représailles militaires lancée par les forces armées pakistanaises contre l'Inde en mai 2025 (SRIVASTAVA, CLOVER et JILANI 2025). En Asie méridionale, son partenariat avec le Pakistan incarne l'essor des exportations d'armement chinois : en 2025, près de 68 % de ces exportations étaient destinées aux forces pakistanaises (CHOI 2026), dont la coopération technologique et militaire se traduit notamment par le développement conjoint du chasseur léger JF-17 Thunder.

Ce partenariat crée une dépendance stratégique qui pourrait se répéter dans d'autres régions clés, comme l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient ou encore l'Afrique du Nord, trois espaces géographiques marqués par une rivalité sino-américaine croissante. Les entreprises chinoises proposent désormais des solutions couvrant les systèmes terrestres, maritimes et spatiaux, comme l'a illustré le dernier Salon mondial de l'armement et de la défense (WDS), qui s'est déroulé du 8 au 12 février 2026 à Riyad, en Arabie saoudite (RAUBO 2026). Si des concurrents occidentaux, tels que Starlink de SpaceX, opèrent actuellement plusieurs milliers de satellites desservant plus de cent pays, Pékin ambitionne de combler cet écart au cours de cette décennie en s'appuyant sur des entreprises telles que Shanghai Spacecom et en élargissant sa clientèle aux pays du Sud (NELSON, RHOTEN et BRIAN 2025). L'utilisation des infrastructures spatiales chinoises faciliterait ainsi les exercices conjoints et les échanges de données opérationnelles, permettant une plus grande intégration des systèmes militaires chinois.

L'intégration de l'intelligence artificielle (IA) occupe une place croissante dans la modernisation des forces armées chinoises. Pékin dispose notamment d'un avantage comparatif grâce à sa maîtrise des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques, à ses capacités de transformation industrielle et à ses coûts de production nettement inférieurs à ceux de ses concurrents occidentaux, ce qui rend ses équipements particulièrement attractifs pour les États situés en dehors des cadres de coopération avec les pays occidentaux

(GAGLIANO 2026). En février 2025, la société d'État Norinco avait présenté le véhicule militaire autonome P60, équipé d'algorithmes développés par DeepSeek et de puces Huawei, capable de mener des opérations de combat de manière autonome à des vitesses atteignant 50 km/h (RAFFRAY 2025). Pékin investit également dans des essaims de drones qui seront susceptibles, dans les guerres du futur, de mener des missions complexes et de saturer les défenses adverses (RADTKA 2024).

L'énergie comme levier d'attractivité de l'OCS

Face aux soubresauts de la politique commerciale des États-Unis, l'OCS offre à des États hétérogènes sur les plans politique, économique et géostratégique un cadre propice à la coopération en matière de sécurité énergétique. La présence de pays associés, pleinement ou en tant que partenaires de dialogue, situés en Asie centrale ou dans les périmètres du Moyen-Orient, riches en gisements énergétiques, est un facteur susceptible de propulser l'intégration future d'autres pays dans l'organisation.

Carrefour des mondes turc, iranien, russe, chinois et indien, l'Asie centrale exerce un attrait mondial grâce à ses ressources énergétiques et minières. Si le Kazakhstan se distingue par l'immensité de son territoire et surpasse ses voisins en termes de réserves de charbon, de pétrole et d'uranium (entre 87 et 94 % du total des ressources prouvées), le Turkménistan constitue le principal dépositaire de gaz (86 %) et le Tadjikistan possède les plus fortes capacités hydroélectriques (44 %) (KARDAS 2026). De surcroît, le Moyen-Orient, situé à la jonction de trois continents (l'Asie, l'Afrique et l'Europe), représente un espace important pour les économies importatrices d'hydrocarbures. Ses réserves de gaz et de pétrole représentent environ 50 % des réserves mondiales (BAYOMI et FERNANDEZ) : l'Arabie saoudite détient 17 % des réserves mondiales de pétrole et le Qatar, 13 % des réserves mondiales de gaz naturel liquéfié (GNL) (FATTOUH 2021 ; CLEMENTE 2018).

L'Asie du Sud-Est est appelée à devenir l'un des principaux moteurs de la croissance de la demande énergétique mondiale au cours de la prochaine décennie, avec une prévision de 25 % de la croissance mondiale d'ici 2035, se classant ainsi derrière l'Inde sur cette période (Agence internationale de l'énergie 2024). Ce besoin énergétique pourrait notamment se concrétiser avec l'Asie centrale, grâce au développement de l'énergie verte dont disposent les pays d'Asie du Sud-Est. Le Kazakhstan détient d'importants gisements de métaux critiques, comme le chrome, le manganèse et le plomb. En 2025, une découverte majeure de 20 millions de tonnes de minerai de terres rares avait également été annoncée, ce qui pourrait faire du Kazakhstan le

troisième détenteur mondial de ces réserves, derrière la Chine et le Brésil (LIGHT 2025). L'Ouzbékistan possède d'importantes réserves de 32 matières premières critiques, dont 2,4 % des réserves mondiales de graphite (ENI 2025). Les réserves de lithium, de rhénium, de tellure, de germanium, de tungstène et de vanadium sont également répertoriées dans ses sous-sols (ZAKIROV 2025). Au Turkménistan, le manque de données ne permet pas de réaliser une évaluation fiable, mais certaines études suggèrent la présence de réserves de lithium, de minerais de cuivre et de terres rares (PROGRES 2024).

L'OCS pourrait ainsi jouer un rôle de promotion de solutions énergétiques équitables et coopératives à l'échelle internationale. Elle dispose déjà d'une structure en ce sens : le Club de l'énergie. Dans le contexte actuel, celui-ci joue un rôle consultatif et sert de plateforme supplémentaire pour discuter de diverses questions énergétiques entre les consommateurs, les producteurs et les pays de transit d'énergie du bloc. Le président russe Vladimir Poutine avait notamment proposé la création de ce club en juin 2006, lors du sixième sommet des chefs d'État de l'OCS, afin de garantir un débouché pour les matières premières russes (LUKIN, NOVIKOV, PUZANOVA, et YENIKEYEFF 2025). En juin 2023, le Club de l'énergie comptait 12 membres, observateurs et partenaires de dialogue de l'OCS : la Russie, l'Afghanistan, le Bélarus, le Kazakhstan, la Chine, la Mongolie, l'Inde, le Tadjikistan, la Turquie et le Sri Lanka. Son institutionnalisation complète, notamment par l'harmonisation des politiques énergétiques des pays membres et observateurs de l'OCS, reste la principale étape à franchir pour qu'il puisse devenir un acteur à part entière de l'ordre énergétique mondial.

La diplomatie technologique comme outil de rayonnement international

Lors du 25^e sommet des dirigeants de l'OCS, le président Xi avait prolongé les efforts déployés lors du sommet d'Astana, en juillet 2024, consacrés à la coopération dans l'économie numérique. Durant les deux jours de séances multilatérales, il avait annoncé la création de six nouvelles plateformes de coopération, dont une dédiée à l'innovation technologique, ainsi que la mise en place d'un centre de coopération en IA pour les États membres du bloc (MORENO 2025). En tirant parti de la présidence de l'OCS pour la période 2024-2025, le président Xi cherchait à consolider la position de la Chine comme un pays de référence en matière d'IA. La feuille de route stratégique de Pékin prévoit d'accélérer l'utilisation de l'IA dans l'ensemble de son économie, de son industrie et de sa société, afin de réaliser son essor complet à l'horizon 2030, selon le Plan de développement de l'IA de nouvelle génération (NGAIDP) de 2017, grâce à des investissements publics et privés.

Cette volonté de Pékin de consolider la coopération avec ses pays partenaires dans le domaine des technologies de rupture s'inscrit dans une continuité stratégique. L'Initiative chinoise sur la gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle (GAIGI) s'associe à favoriser l'inclusion des pays amis de la Chine dans la vision étatique chinoise de la régulation technologique. Elle avait d'ailleurs coorganisé en 2024 avec la Zambie « le Groupe d'amis pour la coopération internationale sur le renforcement des capacités en IA » (CGTN 2024), une réunion informelle qui s'est tenue au siège des Nations unies et qui visait à esquisser des solutions équitables et inclusives en matière d'infrastructures dotées d'IA. La même année, la diplomatie chinoise avait proposé une résolution à l'Assemblée générale des Nations unies appelant au renforcement des capacités en IA et à une participation accrue des pays du Sud aux mécanismes de gouvernance dans ce domaine (XINHUANET 2024). Cette dynamique s'est poursuivie en juillet 2025, lorsque le Premier ministre Li Qiang avait présenté une proposition d'organisation mondiale de coopération en matière d'IA (WAICO), un plan d'action en trois piliers axé sur l'accès universel à l'IA, la promotion de la recherche conjointe et la coordination multilatérale afin de garantir que l'IA reste sous le contrôle de l'humain (XINHUA 2025).

Face aux investissements de plusieurs milliards de dollars de Pékin dans l'IA et au soutien apporté à ses entreprises, telles qu'Alibaba, Baidu, Tencent, DeepSeek, Xiaomi et Huawei, plusieurs États membres et partenaires de dialogue sollicitent les entreprises chinoises pour mener des projets commerciaux dans le cadre de leur développement économique. En retour, la Chine exerce une influence et un contrôle sur le déploiement des infrastructures en matière d'IA et sur les normes qui les régissent.

Cette ascension diplomatique se trouve accentuée par le désengagement des États-Unis des instances internationales dédiées à l'IA. L'administration Trump avait marqué le début de l'année 2026 en se retirant de plusieurs institutions, formelles et informelles, notamment la Freedom Online Coalition et le Forum mondial sur l'expertise en cybersécurité, qui se concentraient respectivement sur la promotion des droits numériques et le renforcement des capacités en matière de cybersécurité (PLANTADE et BELLAN 2026).

Les fractures internes et vulnérabilités structurelles du bloc oriental

Le déclin russe et l'asymétrie de la relation sino-russe

Si l'OCS fut antérieurement considéré comme une initiative russo-chinoise, la guerre en Ukraine en cours fragilise le positionnement russe dans l'organisation. Aucun État membre n'a jusqu'à présent formellement reconnu les quatre régions annexées par Moscou en Ukraine, depuis que la Russie a décrété cette annexion le 30 septembre 2022. L'occupation russe de la Crimée n'a pas non plus été officiellement reconnue par les États membres.

La Chine redoute notamment que l'Ukraine ne serve de précédent aux revendications séparatistes sur son propre territoire, principalement au Xinjiang et au Tibet. Le président Xi aurait même déclaré que son homologue russe pourrait finir par regretter son invasion de l'Ukraine, des propos qui auraient été tenus lors d'échanges directs avec le président Trump en mai 2026 (SEVASTOPULO 2026). Avant le déclenchement de la guerre, les relations sino-ukrainiennes étaient relativement étroites : en 2013, l'Ukraine avait accédé au statut de « partenaire stratégique » de la Chine. Les relations économiques étaient particulièrement développées dans les secteurs agricole et minier : l'Ukraine représentait près de 30 % des importations chinoises d'orge et environ 60 % des exportations ukrainiennes de minerai de fer à destination du marché chinois (TESTARD 2022).

Sous les présidences de Xi Jinping et de Vladimir Poutine, la Chine et la Russie ont toutefois consolidé un partenariat stratégique qualifié d'« amitié sans limites », fondé sur une convergence critique à l'égard de l'ordre international libéral et sur une vision souverainiste des relations internationales. Pékin maintient néanmoins une certaine prudence diplomatique : la diplomatie chinoise s'est régulièrement abstenue lors des votes de l'ONU portant sur la souveraineté de l'Ukraine et a évité de fournir des armes létales à Moscou, afin de ne pas compromettre son accès aux marchés occidentaux par des sanctions potentielles.

Les contentieux territoriaux historiques avec la Russie demeurent par ailleurs un facteur de divergence sensible dans l'imaginaire géopolitique chinois. Pékin publie régulièrement des cartes mentionnant des territoires perdus au XIX^e siècle, comme Vladivostok (appelée Haishenwai en mandarin), l'île Bolchoï Oussouriisk (Heixiazi) ou certaines zones situées au nord du fleuve Amour (le Heilongjiang), soit près de deux millions de kilomètres carrés, rappelant ainsi le « siècle de l'humiliation » (LAURENT 2023). Les souvenirs de ces

événements pourraient resurgir au plus haut niveau des deux États lorsque la succession politique aura lieu à Pékin et à Moscou ; le partenariat « sans limite » en cours représente avant tout une amitié profonde entre deux dirigeants septuagénaires, conduisant certains observateurs à qualifier leur relation de « bromance » politique (ANDRIEU 2023).

Si Pékin considère Moscou comme un contrepoids géopolitique fiable face aux États-Unis et un partenaire important pour avancer une vision alternative de la gouvernance mondiale, la Chine reste toutefois prudente quant à un engagement plus marqué dans une coopération énergétique avec la Russie. Cela explique pourquoi des projets de longue date, comme le gazoduc Force de Sibérie 2, continuent d'avancer lentement, malgré des déclarations d'intention répétées ; il prévoit de rediriger du gaz provenant des champs de Yamal, dans l'Arctique russe, vers la Chine en passant par la Mongolie (DELLATTE et KLEIN 2025). Ce projet est destiné à s'ajouter au gazoduc Force de Sibérie 1, mis en service en décembre 2019 pour acheminer 38 milliards de mètres cubes de gaz vers la Chine.

Sans ce soutien, la Russie devra pourtant gérer un ralentissement économique plus marqué qui compliquera la capacité du Kremlin à juguler les conséquences sociales du conflit ukrainien, notamment le nombre important de combattants souffrant de lésions graves nécessitant des indemnités publiques à long terme (TERTRAIS 2025). Des estimations indiquent qu'une proportion particulièrement élevée des forces terrestres et aéroportées russes demeure mobilisée sur le front, à un niveau supérieur à celui observé lors des campagnes en Afghanistan ou en Tchétchénie (COLES et LUHNOW 2023). Ce levier s'épuisant toutefois, le rythme des engagements avait reculé de 20 % au premier trimestre 2026, tombant à 800-1 000 contrats par jour (contre 1 000-1 200 un an plus tôt), soit son plus bas niveau en trois ans (KLUGE 2026).

Les progrès technologiques de l'Ukraine en matière de drones à longue portée, tels que le FP-1 et le Lyutyi, ont parallèlement entraîné un recul des livraisons de pétrole russe. Certaines infrastructures de raffinage ont connu une diminution significative de leur activité, en raison des frappes de drones et de missiles ukrainiens : la raffinerie de Riazan avait notamment enregistré une baisse de 34 % de ses livraisons en 2025 par rapport à 2024 (The New Voice of Ukraine 2026). Si une dérogation temporaire de l'administration Trump, survenue en mars lors du blocus iranien du détroit d'Ormuz, avait permis à Moscou de redresser le prix du pétrole russe, avec un baril d'Oural oscillant entre 75 et 80 dollars, cette dynamique s'est avérée insuffisante pour amorcer un rééquilibrage budgétaire. Malgré une forte hausse des recettes pétrolières, avec la Chine absorbant 26 % des exportations russes entre janvier et avril (BOURSORAMA 2026), le déficit budgétaire atteignait 5 900 milliards de roubles (environ 69

milliards d'euros) pendant cette période (MALO 2026), soit le niveau le plus élevé depuis l'invasion de février 2022.

Cette crise budgétaire s'est aggravée depuis mai sous l'effet d'une campagne intensive de frappes ukrainiennes contre les infrastructures énergétiques, les sites militaires et les entrepôts russes, afin de ralentir les capacités offensives des forces russes sur la ligne de front. Les attaques de drones ukrainiens avaient endommagé les 16 plus grandes raffineries de Russie (GATINOIS et JÉGO 2026). Bien que la Russie figure parmi les trois premiers producteurs mondiaux de pétrole brut, les autorités régionales d'Irkoutsk, d'Omsk et de Novossibirsk ont dû instaurer un rationnement du carburant dès le 23 juin, tandis que la raffinerie de Kapotnia, située à 25 km du centre de Moscou et couvrant 40 % des besoins de la capitale russe et de sa région, risque de ne pas être remise en état avant plusieurs mois (JÉGO 2026). Le périmètre des attaques s'est également étendu vers la mer d'Azov, une voie de passage pour les pétroliers russes reliant la mer Noire, qui se trouve désormais sous le feu des drones ukrainiens (JÉGO et CHEMIN 2026).

Parallèlement, les systèmes de défense antiaérienne russes sont de plus en plus sollicités par les nouveaux missiles de croisière ukrainiens FP-5 Flamingo, capables d'emporter une charge d'environ une tonne et de viser des infrastructures critiques telles que les radars, les aéroports, les missiles ou les réseaux de télécommunications (GRYNSZPAN et BRETEAU 2026). L'État ukrainien avait d'ailleurs affirmé, le 27 juin, avoir utilisé le FP-5 Flamingo lors d'une attaque contre l'usine militaire Titan-Barrikady à Volgograd, impliquée dans la production de composants pour le système de missiles Orechnik (AKTAN 2026). C'est dans ce contexte que le régime nord-coréen a renforcé son engagement auprès de Moscou en vertu du traité de partenariat stratégique global signé en juin 2024, en déployant une unité de missiles balistiques en Russie et plusieurs milliers de soldats sur la ligne de front (VINCENT 2026).

Face à un contexte financier et sécuritaire particulièrement délicat, le Kremlin devrait poursuivre sa stratégie de réorientation vers l'Asie (*povorot na Vostok*) tant que Vladimir Poutine demeurera au pouvoir. Si le projet de gazoduc « Force de Sibérie 2 » voit le jour, il pourrait acheminer jusqu'à 50 milliards de mètres cubes de gaz vers la Chine, soit les deux tiers des exportations gazières russes actuelles (HEURTEBISE 2026 ; DELLATTE et KLEIN 2026). Ce débouché, s'il constitue une bouée de sauvetage vitale après la perte du marché européen, consacre mécaniquement la vassalisation économique de Moscou à l'égard de Pékin, désormais partenaire indispensable de l'effort de guerre russe.

L'Asie centrale face aux sollicitations occidentales

Dans le contexte géopolitique actuel, les dimensions économiques et politiques apparaissent étroitement imbriquées. La guerre en Ukraine incite les pays d'Asie centrale à développer leurs relations avec les États-Unis et les pays de l'UE afin de gagner en autonomie stratégique face à une Russie qui instrumentalise la protection des minorités russophones pour remettre en cause la souveraineté des États issus de l'ex-Union soviétique. Depuis 2023, les dirigeants occidentaux affluent en Asie centrale pour des visites d'État de haut niveau ou accélèrent des sommets avec les responsables de la région, désireux de tirer parti des opportunités de coopération en matière d'hydrocarbures, de matières premières minérales et de terres rares.

L'UE s'impose comme le premier investisseur étranger dans cette région, fournissant plus de 40 % des investissements directs (BACHLER 2025). L'Asie centrale est parallèlement un espace clé pour le développement de nouvelles routes commerciales pour l'UE afin de contourner le transport de marchandises par les chemins de fer russes, soumis à des sanctions de l'Union. Lors du Forum des investisseurs sur la connectivité des transports UE-Asie centrale, en janvier 2024, la Commission européenne avait notamment annoncé un engagement d'investir 10 milliards d'euros dans la connectivité des transports durables et de moderniser les liaisons multimodales en Asie centrale (Commission européenne 2024). Les États-Unis, sous la présidence de Donald Trump, reconnaissent également le rôle croissant que l'Asie centrale pourrait jouer dans l'approvisionnement en minéraux et terres rares. Cet intérêt croissant pour les ressources minérales est largement lié aux restrictions à l'exportation imposées par la Chine, qui occupe une position hégémonique sur le marché des terres rares et des minéraux critiques (HUI 2025).

L'accès à ces ressources, essentielles à la production d'équipements électroniques complexes, de sources d'énergie renouvelables et de systèmes de défense de pointe, est considéré comme un facteur déterminant de la compétitivité économique et militaire des entreprises et des gouvernements européens et américains pour les décennies à venir. Pour ce faire, le président Trump avait reçu à la Maison-Blanche, le 6 novembre 2025, les dirigeants de cinq États d'Asie centrale, au cours duquel des accords de coopération sur les minéraux critiques avaient été signés (RENSHAW et BOSE 2025), dont une coentreprise minière américano-kazakhe de plus d'un milliard de dollars (DESISTO 2025). Lors du premier sommet Asie centrale-UE à Samarcande, en avril 2025, une initiative inédite dans l'engagement européen dans la région, Bruxelles avait octroyé une aide de 12 milliards d'euros à l'Asie centrale (BACHLER 2025).

À moyen terme, les initiatives américaines pourraient constituer le principal vecteur d'évolution géopolitique dans la région. À la suite du sommet organisé à Washington, le président Trump a maintenu un dialogue direct avec plusieurs dirigeants centrasiatiques, notamment les présidents du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, Kassym-Jomart Tokaïev et Shavkat Mirziyoyev, qu'il a invités à participer au sommet du G20 prévu à Doral, en Floride, en décembre 2026. Cette initiative témoigne de la reconnaissance, par Washington, du rôle croissant de l'Asie centrale dans les équilibres économiques et géopolitiques actuels, même si ni le Kazakhstan ni l'Ouzbékistan ne sont membres du G20. Par ailleurs, ces deux États ont intégré des initiatives diplomatiques promues par l'administration Trump, notamment des mécanismes de médiation internationale visant à concurrencer les fonctions des Nations unies, comme le Conseil pour la paix, qui entend superviser la reconstruction et la transition politique à Gaza et devenir une instance mondiale de résolution des conflits. Astana a en outre intégré les accords d'Abraham (EPSTEIN 2025), conclus durant le premier mandat du président Trump, qui visent à normaliser les relations diplomatiques entre les pays musulmans et Israël.

En définitive, le réchauffement des relations entre l'Asie centrale et les États-Unis pourrait contraindre la région à faire un choix difficile : s'attirer les foudres de ses alliés traditionnels, la Russie et la Chine, ou décevoir Donald Trump et devenir encore plus dépendante de Moscou et de Pékin. La Chine demeure le premier partenaire commercial de la plupart des pays centrasiatiques et poursuit une politique active d'investissements dans les infrastructures, les corridors logistiques, les secteurs miniers et la connectivité numérique, dans le cadre de son projet des Nouvelles routes de la soie (BRI). Pékin renforce également sa présence sécuritaire régionale, notamment au Tadjikistan, où elle participe au développement d'infrastructures de sécurité et intensifie les exercices militaires consacrés à la lutte contre le terrorisme et à la protection des infrastructures critiques face à la menace persistante de l'État islamique au Khorassan. De son côté, la Russie conserve des liens historiques, militaires et économiques profonds avec les États de la région. L'évolution de cet équilibre délicat constituera probablement l'un des principaux enjeux géopolitiques de l'Asie centrale au cours des prochaines années.

L'instabilité du triangle nucléaire Inde-Pakistan-Chine

Si l'Inde adopte actuellement une stratégie conciliante envers la Chine, sa diplomatie reste toutefois vigilante quant à l'intensification des relations sino-pakistanaïses, qui pourrait à terme compromettre sa capacité à renforcer la stabilité de ses relations avec Pékin. Sur le terrain, les

sources de tension demeurent non résolues : le statu quo antérieur aux affrontements de juin 2020 dans la vallée de Galwan, à la frontière himalayenne entre les deux puissances nucléaires, n'a pas été rétabli. Cette dernière série d'escarmouches a été décrite comme la pire période d'hostilités depuis plus de quarante ans (DIETERICH 2020). Pékin reste intransigeant quant au maintien de ses troupes sur les portions de la frontière himalayenne contestées, afin de pérenniser les gains territoriaux réalisés. Selon les évaluations d'experts indiens, l'Armée populaire de libération (APL) aurait réussi à s'emparer de près de 2 000 kilomètres carrés de territoire initialement sous contrôle de l'armée indienne (LANDRIN 2025).

Les deux États sont pourtant parvenus à un accord en octobre 2024 concernant les modalités de patrouille frontalière dans la région du Ladakh oriental, notamment le long des plaines de Depsang et de Demchok. Ces efforts ont amené les dirigeants des deux pays à aborder la normalisation de leurs relations bilatérales lors du sommet des BRICS à Kazan, le 23 octobre 2024. Elle s'inscrivait sur fond de risque de retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et d'inquiétude quant au retour d'une politique commerciale protectionniste à l'encontre de leurs économies. Ces craintes se sont ensuite matérialisées : la Chine et l'Inde se sont retrouvées confrontées aux droits de douane les plus élevés au monde, avant que la Cour suprême américaine n'annule ces mesures d'urgence en février 2026, poussant alors l'administration Trump à imposer, en juillet, des droits de douane entre 10 et 12,5 % sur le travail forcé à 80 pays, dont la Chine et l'Inde.

Le président Trump avait par ailleurs infligé un véritable affront au nationaliste hindou Narendra Modi, Premier ministre indien, en recevant à la Maison-Blanche le chef d'état-major pakistanais, le général Asim Munir, au lendemain de la crise militaire entre l'Inde et le Pakistan en mai 2025 (MASON, SHAH et PATEL 2025). Lors de cette rencontre, le général pakistanais avait publiquement salué le rôle supposé du président américain dans l'obtention du cessez-le-feu entre les deux puissances nucléaires, ce qui constituait une ligne rouge pour New Delhi, qui a toujours affirmé que les différends entre l'Inde et le Pakistan sont de nature bilatérale et doivent être résolus entre les parties concernées, sans aucune intervention de tiers.

Puis, la visite du Premier ministre Modi en Chine, le 31 août 2025, la première depuis sept ans, à l'occasion du sommet des dirigeants de l'OCS à Tianjin, était perçue comme un geste symbolique de rapprochement et de bonne volonté (PERRUCHE 2024). Le Premier ministre indien avait souligné que les deux puissances nucléaires devaient être partenaires plutôt que rivales (ministère des Affaires étrangères, gouvernement de l'Inde 2025), tandis que le président Xi avait tenu des propos tout aussi positifs, affirmant qu'il était dans l'« intérêt mutuel de la Chine et de l'Inde d'être de bons voisins et amis » (ministère des Affaires étrangères,

République populaire de Chine 2025). Une visite de réciprocité du président Xi en Inde est ainsi probable lorsque New Delhi accueillera le sommet des BRICS en septembre 2026.

Cette dynamique tend toutefois à dissimuler des divergences structurelles plus profondes. La rivalité sino-indienne transcende la dimension terrestre et s'inscrit dans une compétition maritime croissante. New Delhi s'inquiète de la stratégie chinoise dite du « collier de perles », qui implique le développement d'infrastructures portuaires et logistiques le long des principales voies de communication maritimes de l'océan Indien, par lesquelles transitent environ 95 % du commerce extérieur indien en volume et près de 80 % de ses importations pétrolières. Face à cette situation, l'Inde renforce ses partenariats stratégiques avec les puissances moyennes de l'Indopacifique, notamment l'Australie et le Japon, tout en intensifiant son engagement au sein de l'Association des pays riverains de l'océan Indien (IORA), dont la Chine n'est qu'observatrice.

Malgré les soubresauts des relations entre Washington et New Delhi sous Donald Trump, la diplomatie indienne veille à préserver les liens de défense avec l'industrie américaine. Depuis le renouvellement, en octobre 2025, de leur principal cadre de défense, le « Cadre pour le partenariat majeur de défense États-Unis-Inde », pour une décennie supplémentaire, l'Inde s'est récemment engagée à acheter des projectiles Excalibur et des systèmes de missiles Javelin américains (DEY 2025).

Ces systèmes de défense pourraient être déployés dans le cadre d'une dissuasion renforcée avec le Pakistan concernant le Cachemire, qui demeure un facteur d'instabilité majeur. Cette région, riche en ressources naturelles stratégiques, est fragmentée depuis le conflit de 1948 : le Jammu-et-Cachemire est administré par l'Inde, tandis que l'Azad Cachemire est contrôlé par le Pakistan (MALINBAUM 2025). La réunion des ministres de la Défense et des conseillers à la sécurité de l'OCS, convoquée en juin 2025, laissait transparaître les divergences manifestes entre les délégations indienne et pakistanaise. Le ministre indien, Rajnath Singh, avait insisté pour que le communiqué final contienne des formulations plus fermes condamnant le terrorisme transfrontalier et les doubles standards attribués au soutien du Pakistan à des groupes radicaux (MOLLAN 2025). Si le communiqué dénonçait le détournement du Jafar Express par l'Armée de libération du Baloutchistan (BLA) en mars 2025, il omettait toute mention de l'attaque armée de Pahalgam survenue en avril de la même année (DUTTA et ROY 2025).

Historiques et récurrentes, les accusations de soutien mutuel aux mouvements non étatiques armés entre l'Inde et le Pakistan ne cessent de fragiliser les relations bilatérales. Lors de l'opération « Sindoor », New Delhi avait rapidement imputé l'attentat de Pahalgam à des groupes soutenus par Islamabad (LANDRIN 2025), notamment Lashkar-e-Taiba (LeT) et

Jaish-e-Mohammed, tous deux désignés comme organisations terroristes par les Nations unies. Cette attaque, ayant causé la mort de 25 citoyens indiens et d'un ressortissant népalais, avait profondément choqué l'opinion publique indienne et fragilisé la politique de normalisation entreprise par New Delhi dans le Jammu-et-Cachemire depuis l'abrogation de l'article 370 en 2019 (WANI 2025). Pour le Pakistan, cette crise a renforcé le nationalisme intérieur et la popularité des forces armées, après une période de troubles civils survenue lors de la détention de l'ancien Premier ministre Imran Khan en août 2023, puis lors des dernières élections législatives de février 2024. Un sondage Gallup Pakistan, effectué quelques semaines après la crise militaire, indiquait que 93 % des personnes interrogées avaient une opinion favorable de l'armée (SHAZAD 2025).

Les provinces pakistanaïses du Baloutchistan et du Khyber Pakhtunkhwa (KP) sont par ailleurs le théâtre d'une recrudescence d'activités terroristes, régulièrement relayée par des discours de l'État pakistanais accusant l'Inde d'inciter à l'instabilité. Ces provinces, frontalières de l'Afghanistan et de l'Iran, revêtent une importance stratégique pour les investissements chinois liés à la BRI, en particulier dans le secteur minier, riche en ressources naturelles contrôlées par des entreprises chinoises. En janvier 2026, lorsque 33 civils et membres des forces de sécurité pakistanaïses trouvèrent la mort dans des attaques simultanées du BLA dans le Baloutchistan, notamment à Quetta, la capitale de la province, et à Gwadar, une ville portuaire d'importance pour les investissements chinois, le ministère des Affaires étrangères du Pakistan avait imputé ces attentats au gouvernement indien (The Wire 2026).

Ce récit infondé pourrait avoir des répercussions plus importantes sur la scène diplomatique mondiale, notamment au sein des instances des Nations unies. L'un des signes les plus révélateurs de la domination narrative du Pakistan fut l'obtention, en juin 2025, soit un mois après l'opération « Sindoor », de postes clés en tant que membre non permanent au sein des comités subsidiaires du Conseil de sécurité des Nations unies, dont la vice-présidence du comité contre le terrorisme 1373 pour la période 2025-2026 (ABBAS 2025). Cette position institutionnelle pourrait potentiellement porter atteinte aux intérêts diplomatiques de l'Inde, si le Pakistan cherche à mobiliser cette tribune afin de renforcer son argumentaire sécuritaire à l'encontre de New Delhi. Peu avant cette nomination, une délégation parlementaire pakistanaïse de haut niveau avait entrepris une série de consultations auprès de responsables de l'ONU et de représentants de plusieurs États membres afin de dénoncer les actions de l'Inde, qu'elle accusait de faire peser un risque d'escalade militaire sur l'ensemble de l'Asie du Sud (IQBAL 2025).

Cette rivalité chronique accentue les risques de friction entre les deux puissances nucléaires sud-asiatiques, tout en compliquant les relations entre l'Inde et la Chine. Elle pourrait ainsi limiter la capacité de l'OCS à renforcer sa cohésion interne. Les progrès réalisés en matière de confiance stratégique sont d'ailleurs particulièrement limités entre Pékin et New Delhi : les deux capitales ne disposent d'aucun mécanisme de dialogue nucléaire direct, en dépit de la modernisation rapide de leurs arsenaux et de l'évolution de leurs doctrines respectives. L'ambiguïté générale entre New Delhi et Islamabad, avec la suspension toujours en cours de la participation de l'Inde au traité bilatéral de l'Indus et du Pakistan à l'accord de Shimla, n'est pas de bon augure pour la stabilité du sous-continent, d'autant qu'Islamabad cultive, contrairement à New Delhi, une opacité stratégique quant à l'usage qu'il pourrait faire de l'arme nucléaire (NAL 2015).

L'Afghanistan, facteur de fragmentation stratégique au sein de l'OCS

La crise en Afghanistan, depuis le retour des talibans, met en lumière les limites stratégiques de l'OCS. Suite au retrait militaire américain d'Afghanistan, le 15 août 2021, les talibans ont pris le contrôle exclusif des affaires intérieures du pays après être entrés à Kaboul. Si tous les membres de l'OCS s'efforcent de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité, l'évolution rapide de la situation en Afghanistan incite de nombreux pays membres à tirer parti de la conjoncture pour servir leurs propres intérêts géostratégiques et géoéconomiques.

Dans la période actuelle, ce positionnement peut être catégorisé en deux axes : d'un côté, la Chine et l'Inde qui cherchent à tirer un engagement pour ensuite exercer un rapport de force stratégique ; de l'autre, le Pakistan, l'Iran et l'Asie centrale qui considèrent le régime sous l'angle sécuritaire. La Russie, quant à elle, oscille entre les deux, cherchant à atténuer les risques de terrorisme transnational tout en tirant parti du départ des États-Unis et des forces de l'OTAN pour renforcer ses liens diplomatiques avec un nouveau partenaire au sein des Nations unies. Bien que son invasion de l'Ukraine a relégué au second plan sa politique afghane, l'État russe est néanmoins devenu le premier État du système international à reconnaître le gouvernement taliban comme l'autorité légitime en Afghanistan.

La nouvelle réalité politique en Afghanistan constitue un enjeu géopolitique majeur pour New Delhi et Islamabad. En délicatesse au Bangladesh, au Sri Lanka, aux Maldives et au Népal, où ses alliés ont été évincés du pouvoir, le gouvernement indien a intensifié son engagement envers le régime taliban en accueillant notamment, le 9 octobre 2025, le ministre afghan des Affaires étrangères, Mawlawi Amir Khan Muttaqi, pour une rencontre bilatérale

avec le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar (AZAMI et MOLLAN 2025). Cette rencontre était une étape importante, puisque quelques jours plus tard, le 21 octobre, New Delhi avait annoncé la réouverture de son ambassade à Kaboul (The Times of India 2025).

Pour le gouvernement indien, le développement des relations avec les talibans s'inscrit dans le cadre de la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques et de la progression de ses intérêts commerciaux dans le cadre du couloir international de transport Nord-Sud (INSTC), un réseau multimodal qui vise à soutenir les échanges par voies terrestres et maritimes entre l'Inde, l'Iran, la Russie et les pays d'Asie centrale. C'est pourquoi la stabilité politique du pouvoir actuel en Afghanistan constitue désormais une priorité importante pour New Delhi, qui pourrait limiter l'influence croissante du Pakistan dans les chaînes logistiques régionales et affirmer sa politique d'autonomie stratégique face aux cadres de coopération américains et chinois en Asie (ALEXEEVA et LASSERRE 2024). À ce jour, l'Inde a investi 24 millions de dollars dans le port iranien de Chabahar, situé en mer d'Arabie, dans le cadre d'un contrat de dix ans avec l'Iran, afin d'acheminer davantage de cargaisons vers Mumbai, notamment des produits pétroliers, tout en développant des échanges miniers avec Kaboul, dont le volume du commerce bilatéral avait atteint près d'un milliard de dollars entre avril 2024 et mars 2025, soit des niveaux de commerce antérieurs au retour des talibans (KATO 2025 ; PADDACK et GUSSEINOV 2025).

Jusqu'alors, l'Inde menait une mission technique restreinte axée sur l'aide humanitaire et considérait historiquement les talibans avec hostilité en raison du caractère extrémiste de leur idéologie (BAJPAEE 2025). Lors de la guerre civile afghane de 1996-2001, New Delhi avait soutenu l'Alliance du Nord, la principale force de résistance armée aux talibans après leur prise de pouvoir. Elle était alors un partenaire proche des gouvernements des présidents Hamid Karzai et Ashraf Ghani, après la chute du régime taliban en 2001, déclenchée par l'invasion américaine menée sous le nom d'opération « Liberté immuable ». En représailles, les talibans et leurs alliés ont mené des attaques contre des ressortissants indiens en Afghanistan, notamment visant l'ambassade indienne à Kaboul en 2009 et le consulat indien à Herat en 2014.

Le repositionnement géopolitique de l'Inde à l'égard des talibans résulte conjointement de la détérioration des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan. Ces relations sont plus tendues, voire conflictuelles, depuis que les talibans ont repris le pouvoir en 2021. Cette hostilité trouve son origine dans une question historique : depuis la création du Pakistan en 1947, l'Afghanistan se méfie de la puissance de son voisin et milite en faveur de la création d'un État distinct, le

Pashtounistan, sur le modèle du Bangladesh, né en 1973, à partir des provinces pakistanaises situées le long de la ligne Durand, qui constitue de facto la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan (LEFEUVRE 2026). Grâce aux efforts des combattants du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), ou « Mouvement taliban du Pakistan », principale organisation terroriste du pays et proche du régime taliban, Kaboul parvient à contrebalancer la puissance d'Islamabad en semant la division entre les tribus pachtounes locales et l'appareil sécuritaire pakistanais.

Dès sa création, le TTP revendique une double allégeance : d'une part, au mollah Mohammed Omar, le premier guide suprême de l'Émirat islamique d'Afghanistan, et d'autre part, à Al-Qaïda. Son premier chef, Baitullah Mahsud, était impliqué dans des activités insurgées depuis l'occupation soviétique de l'Afghanistan dans les années 1980, puis contre les premières troupes américaines en Afghanistan après le 11 septembre 2001 (MAHSUD 2010). Le TTP avait réussi à s'implanter dans les zones frontalières à la suite de l'accord de Shakai, en mars 2004, avec l'État pakistanais, en profitant de l'accalmie pour dominer la zone frontalière poreuse et semi-autonome du KP. Des centaines de chefs tribaux rivaux de la province avaient alors été assassinés, tandis qu'une trentaine de groupuscules radicaux rejoignaient le groupe, poussant le général Musharraf, sous la pression de l'administration Bush, à renforcer la lutte antiterroriste (JAFFRELOT 2026).

Depuis la prise de pouvoir des talibans afghans en août 2021, le TTP a repris des forces en multipliant les attaques contre les intérêts du régime pakistanais, faisant notamment des victimes parmi les forces de sécurité et l'armée pakistanaise. L'année 2025 est d'ailleurs la plus violente de la décennie pour le pays, avec plus de 600 policiers et militaires tués dans des attaques perpétrées par le TTP (International Crisis Group 2026). Ces attaques surviennent alors que les talibans afghans s'étaient engagés, dans le cadre de l'accord de Doha de février 2020, à interdire à toute tierce partie l'utilisation du territoire afghan pour mener des attaques terroristes contre un État souverain.

L'escalade de la violence avait poussé l'armée pakistanaise à lancer l'opération « Fureur juste » en février 2026. Des frappes aériennes avaient alors été menées contre les camps du TTP en Afghanistan, en réponse à un attentat-suicide meurtrier survenu dans une mosquée chiite d'Islamabad le même mois, faisant plusieurs dizaines de morts et de blessés, l'un des pires incidents de cet ordre à frapper la capitale pakistanaise. Des raids aériens majeurs, visant notamment Kaboul, Kandahar et Paktia, avaient ensuite éclaté le 27 février, provoquant d'importantes destructions d'infrastructures, puis de nouvelles frappes avaient été menées contre les cellules dormantes du TTP à Kandahar les 14 et 15 mars (International Crisis Group 2026). Plus récemment, l'armée de l'air pakistanaise avait mené une série de frappes contre les

camps du TTP dans les provinces de Kunar, Khost et Paktika, neutralisant 26 combattants le 10 juin, en riposte à une attaque contre les forces de sécurité près de Peshawar, selon les autorités pakistanaises (GUINTO 2026). Face au déficit de confiance croissant sur le plan diplomatique, combiné à l'absence de dissuasion efficace du Pakistan tant sur le plan militaire que sécuritaire, un contexte dépourvu de mécanismes de désescalade viables semble se pérenniser, augmentant ainsi le risque de nouvelles activités cinétiques le long de la ligne Durand.

La guerre en Iran et son impact régional

Les conséquences de l'opération militaire américaine en Iran, baptisée « Fureur épique » et menée en coordination avec les forces israéliennes, baptisées « Lion rugissant », entre le 28 février et le 7 avril 2026, visant les infrastructures civiles, les sites de sécurité nationale et le cercle politique de la République islamique, alimentent les risques de difficultés socio-économiques dans la période post-conflit. L'économie iranienne avait été retardée de cinq ans pour chaque mois supplémentaire de conflit, d'autant que les dégâts causés s'élevaient à environ 229 milliards d'euros, soit l'équivalent de près de 57 % du PIB (VATANKA 2026 ; ZERROUKY 2026). De plus, le blocus naval imposé par les forces navales américaines aux exportations de pétrole iranien dans la mer d'Arabie, entre le 13 avril et le 18 juin, avait provoqué d'importants déversements de pétrole brut sur l'île de Kharg, principal terminal pétrolier du pays, entraînant des pertes estimées à plusieurs milliards de dollars (CHABROUT 2026).

L'Iran est un nœud stratégique essentiel pour la Chine, par lequel elle peut relier l'Asie centrale aux littoraux arabes du Golfe. Pékin a ainsi aidé Téhéran à développer son programme de missiles balistiques en lui fournissant du perchlorate de sodium, utilisé pour fabriquer le propergol, un combustible employé dans les missiles et qui contribue aux performances du moteur-fusée (THIBAULT 2026). Ce soutien s'est surtout renforcé après la guerre de douze jours menée en juin 2025 par Israël et les États-Unis contre des sites nucléaires iraniens, avec notamment des ventes de systèmes de défense antimissile et aérienne (CHARPENTIER 2026).

La dernière opération américano-israélienne contre l'Iran avait montré que leurs forces bénéficiaient d'une quasi-supériorité aérienne leur permettant d'attaquer des cibles iraniennes à tout moment. En 40 jours, près de 19 000 sorties furent effectuées et quelque 24 000 frappes menées, sans qu'il y ait d'engagement terrestre majeur (NOËL et TENENBAUM 2026). Les frappes israélo-américaines visaient à démanteler les installations nucléaires, les infrastructures

de missiles balistiques, les radars et la marine iranienne. Ces frappes ont permis de neutraliser au moins 29 des 30 sites de lancement de missiles balistiques, ainsi que quatre des principaux sites de fabrication de ces missiles (LEY 2026). Les quatre sites en question sont les complexes militaires de Khojir, Parchin, Hakimiyeh et Shahroud, qui abritaient d'importantes réserves de propergols nécessaires à la propulsion des missiles ; jusqu'à ce que ces installations soient complètement reconstruites, la production iranienne de missiles balistiques de courte et de moyenne portée demeure limitée (NOËL et TENENBAUM 2026).

Si les forces iraniennes avaient modifié leur rythme opérationnel en menant des vagues d'attaques de drones contre les États tiers du Golfe, environ deux tiers des installations de production de drones et de ces systèmes avaient été endommagés ou détruits avant le cessez-le-feu du 7 avril (NADIMI 2026). Sans l'aide industrielle sino-russe, l'Iran ne peut retrouver pleinement son industrie de drones à la vitesse et à l'échelle souhaitées.

Alors que la classe politique et cléricale traditionnelle iranienne demeure affaiblie par la guerre, les Gardiens de la révolution (Pasdarans), l'armée idéologique du régime, sortent comme les principaux bénéficiaires de la recomposition du pouvoir, consolidant leur emprise sur les structures étatiques. Les dirigeants iraniens issus du secteur civil partageant une vision modérée et réformiste, comme le président iranien, Massoud Pezeshkian, et le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui menait auparavant les négociations avec les États-Unis, voient tous deux leur position et leur influence diminuer. Le nouveau guide suprême, Mojtaba Khamenei, entretient par ailleurs des liens étroits avec les Pasdarans : il avait servi au sein de la brigade Habib durant la guerre Iran-Irak (1980-1988) et faisait office d'intermédiaire informel entre cette force d'élite et son père jusqu'à la mort de ce dernier. Contrairement à Ali Khamenei, Mojtaba figure largement dépendant des Pasdarans, qui avaient élaboré la riposte iranienne, l'opération « Promesse honnête », et soutenu sa candidature au poste de guide suprême, malgré les réticences d'une partie de l'Assemblée des experts, la principale instance cléricale d'Iran, qui souhaitait voir émerger une figure telle que l'ancien président Hassan Rohani ou Hassan Khomeini, le petit-fils du fondateur de la République islamique, afin de privilégier l'apaisement avec les États-Unis (GOLSHIRI 2026 ; AREFI 2026).

Sous le règne d'Ali Khamenei, les Pasdarans devaient se soumettre en grande partie à sa volonté, en tant que figure religieuse suprême et commandant en chef des forces armées. Ce positionnement dans le système iranien impliquait que l'ancien guide suprême exerçait un pouvoir absolu sur toutes les décisions relatives à la guerre, à la paix et aux négociations avec les États-Unis. Si Mojtaba reste au sommet du système, le rôle du guide suprême consiste désormais à légitimer les décisions prises par la nouvelle équipe des Pasdarans, composée des

généraux Mohammad Bagher Zolghadr, Yahya Rahim Safavi et Ahmad Vahidi, en matière de sécurité, de diplomatie, de politique intérieure et de fonctionnement de l'économie.

Les répercussions de la guerre dépassent largement le cadre iranien et touchent directement aux ambitions diplomatiques chinoises dans le Golfe. L'intégration progressive des monarchies arabes à l'OCS reposait en partie sur le rapprochement historique entre l'Arabie saoudite et l'Iran, négocié sous médiation chinoise en mars 2023, puis suivi de visites entre les États du Golfe et l'Iran. Cette normalisation représente l'un des plus importants succès diplomatiques de Pékin au Moyen-Orient (DAZI-HÉNI, PINA, et RAMADAN-ALBAN 2023). Les frappes iraniennes et de leurs milices régionales contre des infrastructures énergétiques et civiles saoudiennes, ont ainsi fragilisé cet équilibre et remis en question les efforts de la Chine pour promouvoir un espace de coopération sécuritaire.

Les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et le Qatar ont également été directement touchés par ces représailles. Des terminaux énergétiques, des infrastructures de dessalement et plusieurs installations aéroportuaires internationales avaient été ciblés, portant atteinte à leur économie, qui dépend fortement des recettes énergétiques et des investissements étrangers pour soutenir leur croissance non pétrolière et gazière. Les EAU avaient subi la majeure partie des tirs iraniens (2 210 frappes de drones au 7 avril), alors que les relations commerciales entre les deux pays jouent un rôle important dans l'économie de Dubaï, qui abrite plusieurs centaines de milliers d'Iraniens.

L'annonce de la suspension en août des relations commerciales et financières d'Abou Dhabi avec l'Iran, après deux tirs de missiles balistiques des Pasdarans en direction du territoire (GOLSHIRI, 2026), souligne une profonde méfiance à l'égard du régime iranien. Cette méfiance risque d'approfondir la coopération en matière de défense entre les EAU et Israël, entamée depuis la signature des accords d'Abraham en septembre 2020. Pour Abou Dhabi, Israël offre des réseaux, des capacités de défense et une expertise technologique essentielle pour affiner en continu son architecture de défense et de sécurité (BIANCO 2026). D'ailleurs, plusieurs entreprises de défense israéliennes ont ouvert des bureaux ou créé des coentreprises aux EAU depuis 2020 (CLOWES 2026). Grâce à cette politique, Abou Dhabi renforce sa légitimité auprès de l'administration Trump (FRANKEL 2026), tout en accentuant les divergences avec Riyad, qui milite en premier lieu pour la création d'un État palestinien avant toute normalisation avec Tel-Aviv. La progression du rapprochement israélo-émirati risque donc de compromettre la cohésion au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG), notamment avec le Qatar, le Koweït et l'Oman, qui entretiennent des convergences de vues avec l'Arabie saoudite sur les grandes questions politiques et sécuritaires au Proche-Orient.

Sur le plan militaire, Pékin cherchait à éviter toute implication directe afin de se concentrer sur la modernisation continue de ses forces, dans l'espoir de réaliser la réunification avec Taïwan d'ici le centenaire de la République populaire de Chine, en 2049 ; Taïwan étant séparée de la Chine continentale depuis le traité de Shimonoseki du 17 avril 1895. Cette logique avait guidé la position de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU en avril, lorsqu'elle avait opposé son veto à une résolution présentée par le Bahreïn et soutenue par ses voisins du Golfe ainsi que par la Jordanie, visant à autoriser l'usage de la force pour rouvrir le détroit d'Ormuz. À cette occasion, la diplomatie chinoise avait invoqué son argumentaire traditionnel des « causes fondamentales » du blocage, imputant cette situation aux attaques américano-israéliennes. Cette position avait ainsi poussé les Saoudiens et les Émiratis à mener des frappes ciblées contre les infrastructures iraniennes pendant une courte période (SEIBT 2026).

Les États du Golfe, dont les architectures de défense reposent largement sur des systèmes américains, devraient alors poursuivre le renforcement de leur coopération militaro-industrielle avec les États-Unis (HAGHIRIAN et BAHAROON 2026). Cette dynamique se traduit actuellement par une augmentation des commandes de systèmes de missiles antiaériens Patriot, de systèmes d'aéronefs sans pilote, de roquettes à guidage laser et d'autres systèmes d'armes de précision avancés par les États du Golfe (HAYEK 2026 ; BOWER 2026). Grâce à cette conjoncture, la valeur des ventes d'armes américaines a quadruplé depuis le premier semestre de cette année, avec des accords atteignant 41 milliards de dollars, contre 9 milliards pour l'ensemble de l'année précédente (BOWER 2026). Face à la concurrence nucléaire civile russo-chinoise, Washington a réussi un coup stratégique en signant un accord avec Riyad, permettant à Westinghouse et à d'autres entreprises américaines de remporter une part importante du marché de la construction en Arabie saoudite (SANGER et BROAD 2026).

La guerre a également mis à l'épreuve l'économie chinoise, déjà confrontée à un ralentissement interne. Elle est en effet aux prises avec des problèmes structurels, comme la fragilité du marché immobilier, le déclin démographique et la faiblesse de la consommation intérieure. Des signes de tension sont apparus dans le secteur manufacturier, notamment en raison de la flambée des prix du plastique, une matière première fabriquée à partir de pétrole et de gaz naturel : en avril, une entreprise de jouets basée à Hong Kong avait fermé ses usines de Yulin, invoquant des problèmes de flux de coûts, provoquant ainsi des manifestations de milliers d'employés (BRADSHER 2026). La hausse du prix du carburant incite les ménages chinois à moins conduire, avec des prix à la pompe plus de 10 % supérieurs à ceux d'il y a un an (STEVENSON et ZHAO 2026).

Selon les données économiques de mai, la consommation avait atteint son niveau le plus bas en quatre ans, affichant une contraction de 0,6 % sur un an (WARRICK 2026), compliquant ainsi les ambitions de Pékin de retrouver une économie de consommation. Cette situation s'explique en outre par un taux de chômage conséquent des jeunes adultes et par un système de protection sociale rudimentaire qui touche surtout les budgets des familles et des retraités, ce qui limite les marges de manœuvre financière en faveur de la consommation (ROCCA 2026).

Si un protocole d'accord entre Téhéran et Washington avait été signé le 17 juin, par les présidents Trump et Pezeshkian, consolidant le cessez-le-feu et autorisant la réouverture du détroit d'Ormuz, les risques pesant sur les équipages et les navires opérant dans cette voie maritime essentielle du commerce international ont induit que le trafic maritime a opéré en deçà de ses capacités antérieures à la guerre. L'inquiétude concernant la présence de mines, associée aux différends entre les deux parties au sujet du contrôle du détroit, fut la principale cause du manque de confiance des assureurs à réduire les primes d'assurance des pétroliers. Cette situation s'est aggravée en juillet, lorsque des missiles iraniens visaient des tankers dans le détroit, provoquant la reprise des frappes américaines contre les infrastructures militaires des Pasdarans, y compris des infrastructures duales, et à la riposte iranienne contre des pays tiers du Golfe et du Proche-Orient (DESMET 2026 ; GROSS 2026 ; GOLSHIRI 2026).

Une instabilité durable dans le golfe Arabo-Persique pourrait avoir des répercussions sur les ambitions géoéconomiques de la Chine. Il en va de même en mer Rouge et dans le détroit de Bab-el-Mandeb, où les Houthis entravent le passage des navires pétroliers saoudiens, ce qui pourrait entraîner une hausse pérenne des coûts de transport pour les échanges chinois avec le Moyen-Orient et l'Europe, bien que Pékin ait obtenu le droit de passage de ses navires auprès des Houthis (DESMET 2026). Tout cela risque de retarder le projet du président Xi de faire de l'économie chinoise le premier pilier de l'économie mondiale. Malgré l'engagement américain contre l'Iran, l'économie américaine conserve 26 % du PIB mondial en valeur nominale (GODEMENT, 2026), grâce à des secteurs de pointe comme l'IA, ce qui remet en question l'idée d'un déclin inévitable. En valeur nominale, la taille de l'économie chinoise dans l'économie mondiale se situe quant à elle entre 17 et 20 % (SCHAYEGH 2026), confirmant sa position de deuxième puissance économique mondiale.

Bien que l'économie américaine reste le pilier du système financier international, le refus de la Maison-Blanche d'engager des troupes au sol lors de l'opération « Fureur épique » a révélé les contraintes opérationnelles de la puissance militaire des États-Unis, alors même que la chute du régime iranien figurait parmi leurs objectifs stratégiques. Donald Trump escomptait

que les frappes militaires provoqueraient des manifestations généralisées de la population, soutenues par une rébellion kurde iranienne, rendant ainsi difficile la capacité de riposte de l'État iranien. Il estimait que l'affaiblissement relatif de la République islamique sur le plan stratégique, avec notamment l'élimination de la haute direction du Hezbollah au Liban, la chute de Bachar el-Assad en Syrie et le cessez-le-feu au Yémen, rendait la période propice pour frapper le régime iranien.

Si les médiateurs omanais et pakistanais œuvrent à rétablir la diplomatie entre Washington et Téhéran, la reprise active des pourparlers semble peu probable dans l'immédiat. Dans le cadre actuel, l'administration Trump cherche à renforcer ses leviers de coercition économique à l'encontre de l'Iran en dévoilant de nouvelles sanctions américaines visant les partenaires commerciaux de Téhéran qui contribuent à ses recettes pétrolières (Le Monde 2026). Il s'agit de la dernière tentative de Washington pour contraindre le régime à céder à ses exigences et à lever son emprise sur le détroit d'Ormuz. Cela survient alors que plus de deux millions d'Iraniens ont perdu leur emploi depuis le 28 février, tandis que la dépréciation de la monnaie nationale a réduit le pouvoir d'achat de la population et provoqué une inflation galopante atteignant 66% sur douze mois le 22 juillet dans le pays, rendant certains biens essentiels difficilement accessibles (ASKARAN 2026 ; Le Monde 2026).

Conclusion

Les activités de l'OCS au cours des deux dernières décennies confirment son ambition de concurrencer les organisations multilatérales occidentales, longtemps menées par les États-Unis et leurs alliés. En privilégiant le consensus et le principe de non-ingérence, l'OCS se présente comme un cadre attractif pour les États du système international en quête d'un espace collectif fondé sur ces deux piliers comme fondements de la coopération entre les pays membres. Pour des puissances comme la Chine et la Russie, l'organisation constitue un levier majeur pour rallier des soutiens à leur vision de l'ordre international et à leurs intérêts souverains.

Compte tenu du poids croissant de Pékin sur la scène internationale, l'OCS représente une organisation d'intérêt pour les pays souhaitant renforcer leur positionnement au sein des cercles de partenaires de Pékin afin d'en retirer des retombées, y compris dans le domaine de l'industrie de défense. La Chine demeure le quatrième exportateur mondial d'armes, avec 5,9 % des exportations mondiales d'armements conventionnels, tandis que la Russie occupe la troisième

place, avec plus de 15 milliards de dollars d'exportations. Des groupes comme AVIC, initialement spécialisés dans l'aéronautique civile, s'affirment désormais comme une alternative directe à la Russie, et à terme aux États-Unis.

Les actions de ce groupe avaient progressé de 40 % en seulement deux jours, après qu'un pilote pakistanais, aux commandes de la dernière version du chasseur Chengdu J-10, eut abattu plusieurs appareils indiens lors du conflit indo-pakistanaï de mai 2025. La dynamique de production est appelée à se poursuivre, portée par le rôle central de l'industrie de défense dans la modernisation continue de l'APL, avec la production de systèmes d'armes de plus en plus autonomes.

Des facteurs géopolitiques demeurent toutefois susceptibles de compromettre la cohésion et la trajectoire de développement future de l'OCS. À court terme, les risques se concentrent en particulier sur les relations entre le Pakistan et l'Inde, fragilisées par leur récente crise frontalière. Lors de l'opération « Sindoor », New Delhi avait rapidement attribué l'attentat de Pahalgam du 22 avril 2025 à des groupes soutenus par Islamabad, tels que Lashkar-e-Taiba (LeT) et Jaish-e-Mohammed, tous deux inscrits sur la liste des organisations terroristes des Nations unies. Cette situation déjà précaire entre deux puissances nucléaires prend désormais une dimension régionale supplémentaire, les autorités pakistanaises accusant à leur tour New Delhi d'appuyer les actions déstabilisatrices des talibans afghans sur le territoire pakistanais. Ces tensions entre deux États membres de l'OCS, conjuguées au positionnement des talibans afghans dans cette dynamique conflictuelle, risquent de mettre à l'épreuve la cohésion du groupe, ainsi que les ambitions géoéconomiques de la Chine, notamment son projet d'extension du Corridor économique Chine-Pakistan à l'Afghanistan dans le cadre de la BRI.

La stratégie iranienne consistant à mener des attaques de représailles contre des États tiers du Golfe lors de la dernière campagne militaire américano-israélienne nécessiterait parallèlement une diplomatie proactive pour apaiser les rancœurs des économies touchées par cette initiative. En retour, Riyad et Abou Dhabi avaient mené des frappes ciblées contre des infrastructures iraniennes, notamment énergétiques. Les EAU ont depuis lors suspendu leurs relations commerciales et financières avec le régime iranien.

Si le président Xi souhaite que les organisations multilatérales dans lesquelles Pékin exerce un rôle moteur étendent leur influence au sein du système international, la prévention d'une nouvelle escalade militaire entre Washington et Téhéran sera primordiale pour restaurer la stabilité des relations bilatérales entre les États du Golfe et l'Iran. Contrairement à l'idée selon laquelle les positions chinoise et américaine seraient nécessairement antagonistes sur l'ensemble des enjeux relatifs au régime iranien, Pékin met également en avant la non-

prolifération nucléaire et la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz. En même temps, afin de préserver ses relations bilatérales avec Téhéran, la Chine insiste sur le droit de l'Iran de développer un programme nucléaire à des fins pacifiques, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Pour autant, la médiation disposera d'une marge de manœuvre limitée tant que les belligérants estiment que la force militaire peut renforcer leur position de négociation.

Le rôle de la Chine est donc plus restreint, mais délibéré, pour conserver un engagement pérenne sans être obligée de s'impliquer sur le champ de bataille. Avec Wang Yi, ministre des Affaires étrangères, et Zhai Jun, l'envoyé spécial de Pékin au Moyen-Orient, la Chine restera prête à intervenir lorsque les parties seront enfin disposées à faire la paix. À travers cette stratégie, la Chine cherche à préserver son image de puissance responsable auprès des pays du Sud global, afin que son statut et les organisations qu'elle promeut puissent en tirer des bénéfices futurs.

Bibliographie

Articles

- ABBAS, B.-A, « Pakistan secures key roles in UNSC committees: Should India worry? », *The Indian Express*, 11 juin 2025.
- Agence Internationale de l'Energie, « Southeast Asia's role in the global energy system is set to grow strongly over next decade », 21 octobre 2024.
- Agenzia Nova, « Lors du sommet de Tianjin, Xi Jinping appelle les dirigeants de l'OCS à s'unir contre « l'intimidation » américaine », 1 septembre 2025.
- AKTAN, S, « L'Ukraine frappe une importante usine d'armement en Russie », *Euronews*, 27 juin 2026.
- AN-GOURFINKEL, T.-V, « UE – Chine : deux modèles de compétitivité décarbonée », *Connaissance des Energies*, 20 novembre 2025.
- AREFI, A, « En Iran, le système politique est devenu beaucoup plus horizontal », *Le Point*, 23 juin 2026.
- AUBO, J.M, « New players are taking over the global arms industry. China is not the only one », *Defence 24.com*, 25 février 2026.
- AZAMI, D et C, MOLLAN, « Why Taliban minister's visit to India is so groundbreaking », *BBC*, 10 octobre 2025.
- BACHLER, E, « L'Union européenne resserre ses liens avec l'Asie centrale lors d'un sommet inédit, *Toute l'Europe.eu*, 4 avril 2025.
- BAJPAEE, C, « India is seeking to reset relations with the Taliban. But can this rapprochement last? », *Chatham House*, 15 octobre 2025.
- BIANCO, C, « The postwar UAE and the remaking of Gulf politics », *European Council on Foreign Relations*, 15 mai 2026.
- BOUISSOU, J, « Guerre en Iran : la croissance mondiale va ralentir à 3,1 % en 2026, selon le FMI », *Le Monde*, 14 avril 2026.
- BOURSORAMA, « Liens économiques entre Chine et Russie : les chiffres d'une relation asymétrique », 20 mai 2026.
- BOWER, E, « US approves \$41bn of arms sales to GCC in six months », *AGBI*, 24 juillet 2026.
- BRADSHER, K, « The Iran War Is Starting to Expose Cracks in China's Economy », *The New York Times*, 27 avril 2026.
- CHABROUT, J, « Iran : cette nappe de pétrole aux origines inconnues qui s'étend au large de l'île de Kharg », *L'Express*, 10 mai 2026.
- CHARPENTIER, S, « Bateau de surveillance, renseignement... La Chine aide-t-elle l'Iran face à la menace d'intervention militaire américaine? », *TV5 Monde Info*, 24 février 2026.
- CHOI, S.-H, « Chinese arms exporters may be the big winners in any Pakistan-Saudi JF-17 talks », *South China Morning Post*, 12 janvier 2026.
- CLEMENTE, J, « Qatar As Major Competition For U.S. Liquefied Natural Gas », *Forbes*, 7 novembre 2018.
- CLOWES, E, « Israel's largest defense firm discussed sales to UAE », *SEMAFOR*, 4 août 2026.
- CGTN, « La Chine et la Zambie organisent un événement sur le renforcement des capacités en matière d'IA à l'ONU », 7 mai 2024.
- COLES, I et LUHNOW, D, « Russia Has Deployed 97% of Army in Ukraine but Is Struggling to Advance, U.K. Says », *The Wall Street Journal*, 15 février 2023.

- COVILLE, T. « Frappes en Iran : pétrole, alliés... Quel impact de la guerre sur l'économie mondiale ? », *IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques*, 1 mars 2026.
- COUVREUR, Q. « De Tianjin à New York : comment la Chine cherche à reconfigurer la gouvernance mondiale », *Conférence Sciences Po*, 18 octobre 2025.
- DESISTO, I. « Central Asian leaders forge new deals with Trump », *Good Authority*, 12 novembre 2025.
- DESMET, J. « Des pétroliers chinois traversent la mer Rouge après des consultations avec les Houthis », *FLAWS*, 31 juillet 2026.
- DESMET, J. « L'Iran revendique le contrôle du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz », *FLAWS*, 3 juillet 2026.
- DEY, A. « US approves \$93m arms sale to India as trade tensions ease », *BBC*, 20 novembre 2025.
- DUTTA, A.-N et S. ROY, « India refuses to sign draft statement at SCO meet over silence on Pahalgam terror attack, Balochistan mention », *The Indian Express*, 27 juin 2025.
- EPSTEIN, J. « Kazakhstan joins the Abraham Accords - and redefines the geography of peace », *Atlantic Council*, 7 novembre 2025.
- ENGLAND, A. « Donald Trump announces fresh « economic warfare » on Iran », *Financial Times*, 20 août 2026.
- FASSIHI, F. « A New Era and New Leadership: The Generals Who Are Running Iran », *The New York Times*, 23 avril 2026.
- FOLLOROU, J et GUILLOU, C. « Les connexions russes de plusieurs députés européens d'extrême droite se précisent », *Le Monde*, 15 juin 2024.
- GAGLIANO, G. « États-Unis et Chine : la nouvelle guerre froide se joue dans l'intelligence artificielle », *Veille Magazine*, 21 juillet 2026.
- GOLSHIRI, G. « La fragile désescalade entre l'Iran et les Emirats arabes unis vole en éclats », *Le Monde*, 21 août 2026.
- GOLSHIRI, G. « Face aux Etats-Unis, l'Iran parie sur une guerre d'usure », *Le Monde*, 21 juillet 2026.
- GOLSHIRI, G. « Mojtaba Khamenei, un nouveau Guide suprême qui consolide le pouvoir des factions conservatrices en Iran », *Le Monde*, 9 mars 2026.
- GROSS, J. « Strait of Hormuz Ship Traffic Falls to Lowest Point in a Month After Strikes », *New York Times*, 13 juillet 2026.
- GRYNSZPAN, E et BRETEAU, P. « Comment l'armée russe a perdu l'initiative dans sa guerre en Ukraine », *Le Monde*, 3 juillet 2026.
- GUINTO, J. « Pakistan launches deadly air strikes in Afghanistan, reigniting tensions », *BBC*, 11 juin 2026.
- HARPER, T. « China's weapons exports shifting global balance of power », *Asia Times*, 7 août 2025.
- HAYEK, K. « L'administration Trump recourt à des pouvoirs d'urgence pour valider 8,6 milliards de dollars de ventes d'armes au Moyen-Orient », *Epoch Times*, 3 mai 2026.
- HUI, K. « Les nouveaux contrôles chinois sur les terres rares envoient des ondes de choc à travers les chaînes d'approvisionnement mondiales », *Fondation Asie-Pacifique du Canada*, 15 octobre 2025.
- HÖLLER, L. « Russia claims \$15 billion in 2025 arms exports, with focus on Africa », *Defense News*, 3 février 2026.
- IQBAL, A. « Pakistan appointed to key UNSC bodies », *Dawn*, 5 juin 2025.
- JÉGO, M et CHEMIN, A. « L'Ukraine étend ses attaques à la mer d'Azov, un axe maritime crucial pour la Russie », *Le Monde*, 14 juillet 2026.
- JÉGO, M. « Vladimir Poutine reconnaît « une certaine pénurie » de carburant après des attaques ukrainiennes sur les raffineries russes », *Le Monde*, 30 juin 2026.

- JÉGO, M, « La Russie, remise en selle par la guerre au Moyen-Orient, reprend ses ventes de pétrole à l'Inde », *Le Monde*, 7 mars 2026.
- JÉGO, M et QUÉNELLE, B, « L'Ukraine frappe les ports russes et cible le pétrole, nerf de la guerre pour le Kremlin », *Le Monde*, 31 mars 2026.
- JOHNSTON, L, « SCO eyes first global multilateral security bank », *Asia Times*, 9 septembre 2025.
- HEURTEBISE, J-Y, « Poutine à Pékin : derrière l'« amitié sans limites », les fragilités du tandem sino-russe », *Le Vent de la Chine*, 24 mai 2026
- KLUGE, J, « Russian recruitment fell by 20% in Q1/2026 », *Russianomics*, 13 avril 2026.
- LANDRIN, S, « Sommet en Chine : humiliée par Donald Trump, l'Inde met en scène le réchauffement de ses relations avec la Chine », *Le Monde*, 31 août 2025.
- LANDRIN, S « Après l'attentat au Cachemire, la riposte de New Delhi fait craindre une escalade entre l'Inde et le Pakistan », *Le Monde*, 24 avril 2025.
- LAURENT, B, « La Chine revendique les territoires de ses voisins dans sa nouvelle carte officielle », *GEO*, 14 novembre 2023.
- LEFEUVRE, G, « Pakistan-Afghanistan : aux origines d'un basculement dans une guerre ouverte », *IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques*, 12 mars 2026.
- Le Figaro et Agence France-Presse, « «Guerre ouverte» : ce que l'on sait des frappes du Pakistan contre l'Afghanistan après des «attaques massives» des talibans », *Le Figaro*, 27 février 2026.
- Le Monde, « Iran : les Etats-Unis annoncent de nouvelles sanctions pour « couper toutes les ressources économiques » de Téhéran », 24 août 2026.
- LEY, J, « Iran's missile infrastructure severely strained after weeks of strikes », *The Washington Post*, 29 mars 2026.
- LIGHT, F, « Kazakhstan says it has discovered 20 million ton rare earth metals deposit », *Reuters*, 2 avril 2025.
- MALO, J, « Ukraine : la guerre qui ruine la Russie », *Le Point*, 8 juin 2026.
- MASON, J., SHAH, S., et PATEL, S, « Trump hosts Pakistani army chief, disagrees with India over India-Pakistan war mediation », *Reuters*, 19 juin 2025.
- MOLLAN, M, « India refuses to sign joint statement at defence summit over Kashmir », *BBC*, 27 juin 2025.
- NELSON, R., RHOTEN, T., et BRIAN, M, « Eastern Stars Rising: The Rise of China's Commercial Space Industry », *War on The Rocks*, 29 juillet 2025.
- PADDACK, V et GUSSEINOV, E, « How Afghanistan Became India's Gateway to Central Asia », *The National Interest*, 4 novembre 2025.
- PERRUCHE, C, « L'Inde et la Chine actent leur dégel diplomatique », *Les Echos*, 24 octobre 2024.
- PLANTADE, C et BELLAN, M, « Le retrait des Etats-Unis du GIEC et de 66 organisations internationales, une fronde inédite contre les Nations unies et le climat », *Les Echos*, 8 janvier 2026.
- QUÉNELLE, B, « Après quatre ans de guerre en Ukraine, l'économie de la Russie est menacée par la récession », *Le Monde*, 25 février 2026.
- RAFFRAY, R, « Dans sa course à la modernisation militaire, la Chine mise sur DeepSeek, son IA star, pour faire entrer son armée dans l'ère de la guerre algorithmique », *BFM Business*, 1 novembre 2025.
- RENSHAW, J et BOSE, N, « Trump meets Central Asian leaders to boost critical mineral ties », *Reuters*, 7 novembre 2025.
- SANGER, D.E et BROAD, W.J, « With Saudi Deal, Trump Loosens Nuclear Standards for One Close Ally », *The New York Times*, 22 juillet 2026.

- SCHAYEGH, C, « Le monde se retourne-t-il contre la Chine? », *Tribune de Genève*, 3 juin 2026.
- SEIBT, S, « Pourquoi l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis auraient-ils bombardé l'Iran en « secret » ? », *France 24*, 13 mai 2026.
- SEVASTOPULO, D, « Xi Jinping told Donald Trump that Putin might 'regret' invasion of Ukraine », *Financial Times*, 19 mai 2026.
- SHAHZAD, A, « Support for Pakistan army chief General Asim Munir surges after India conflict », *Reuters*, 22 mai 2025.
- SPRINGFIELD, C, « The 2025 Shanghai Cooperation Organisation Summit Has Profound Economic Implications for the World », *International Banker*, 6 octobre 2025.
- SRIVASTAVA, M., CLOVER, C., et JILANI, H, « China's J-10 'Dragon' shows teeth in India-Pakistan combat debut », *Financial Times*, 10 mai 2025.
- STEVENSON, A et ZHAO, M, « China's Economy Grows at Slowest Pace in Years », *The New York Times*, 15 juillet 2026.
- TESTARD, H, « Guerre en Ukraine : Poutine peut-il compter sur le soutien économique de la Chine ? », *Asialyst*, 26 février 2022.
- The Times of India, « Deepen bilateral engagement: India reopens Kabul embassy; full mission returns after 4 years », 21 octobre 2025.
- The New Voice of Ukraine, « Russian refineries see lowest oil flows since 2010 », 20 janvier 2026.
- The Wire, « MEA: Pakistani Claims of Indian Involvement in Balochistan Attacks 'Tactics to Deflect Attention' », 1 février 2026.
- THIBAUT, H, « La Chine, soutien du régime iranien et principal acheteur de son pétrole, exprime sa colère après les attaques américaines et israéliennes », *Le Monde*, 2 mars 2026.
- VINCENT, E, « La Corée du Nord renforce son aide militaire à la Russie dans le cadre de la guerre contre l'Ukraine », *Le Monde*, 12 août 2026.
- WARRICK, A, « La production industrielle chinoise dépasse légèrement les attentes en mai », *Investing.com*, 16 juin 2026.
- XINHUANET, « Xi Jinping propose l'Initiative pour la gouvernance mondiale au plus grand sommet de l'OCS jamais organisé », 2 septembre 2025.
- XINHUANET, « China to provide 2 bln yuan in grant to SCO member states within this year: Xi », 1 septembre 2025.
- XINHUANET, « L'AGNU adopte une résolution proposée par la Chine visant à consolider la coopération internationale sur le renforcement des capacités de l'IA », 2 juillet 2024.
- ZERROUKY, M, « Iran : le blocage des ports par les Etats-Unis asphyxie une économie déjà durement touchée par la guerre », *Le Monde*, 15 avril 2026.

Études

- AHMAD, M.K et FAISAL, M, (2014). Pakistan-Saudi Arabia Strategic Relations. *CISS Insight Journal*, vol. 2, n° 3, 23-37.
- ASKARAN, N, (2026). « Le régime iranien a une nouvelle doctrine », *Le Grand Continent*, juin 2026.
- BAYOMI, N et FERNANDEZ, J.-E, (2019). Towards Sustainable Energy Trends in the Middle East: A Study of Four Major Emitters. *Energies*, vol. 12, n°9, 1615-1635.
- BRETON, T, (2026). « La première guerre mondiale asymétrique », *Le Grand Continent*, mars 2026.
- DAZI-HÉNI, F., PINA, C et RAMADAN-ALBAN, W, (2023). « L'accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé à Pékin : regards croisés », *IRSEM - Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire*, juin 2023.

- DELLATTE, J et KLEIN, R, (2025). « De Nord Stream à Power of Siberia : la Chine gagne, la Russie plie, et l'Europe paie ». *Institut Montaigne*, septembre 2025.
- FATTOUH, B, (2021). « Saudi Oil Policy: Continuity and Change in the Era of the Energy Transition », *The Oxford Institute for Energy Studies*, janvier 2021.
- GODEMENT, F, (2026). « De la Russie à l'Iran : méthode et biais de la « neutralité stratégique » chinoise », *L'Institut Montaigne*, avril 2026.
- HAGHIRIAN, M et BAHAROON, M, (2026). « La nouvelle architecture de sécurité du Golfe : une perspective irano-émiratienne pour l'après-guerre », *Le Grand Continent*, avril 2026.
- International Crisis Group, (2026). « Afghanistan and Pakistan Trade Fire as Conflict Takes a Dangerous Turn », mars 2026.
- JAFFRELOT, C, (2026). « L'autre guerre : le Pakistan et l'Afghanistan face au chaos iranien », *Le Grand Continent*, mars 2026.
- JOHNSON, M, (2025). « Smart Device Empire: Beijing's Expansion Through Everyday Digital Infrastructure », *Jamestown*, juillet 2025.
- JONES, S.-G et MCCABE, R, (2026). « Russia's Grinding War in Ukraine », *Center for Strategic & International Studies*, janvier 2026.
- KARDAS, S, (2026). « The green great game: Crafting an EU-Central Asia energy alliance », *European Council on Foreign Relations*, janvier 2026.
- KATO, M, (2025). Expansion of the Shanghai Cooperation Organization: a platform for regional cooperation or a tool for power projection? *Journal of Contemporary East Asia Studies*, vol.14, n°2, 142-160.
- LUKIN, A., NOVIKOV, D., PUZANOVA, O., et YENIKEYEFF, S, (2025). The Shanghai Cooperation Organization amidst the Rising International Tensions. *Journal of Eurasian Studies*, vol. 16, n°2, 173-183.
- MADEIROS, E.-S., CLIFF, R., CRANE, K., et MULVENON, J.-C, (2005). « China's Defense Industry Is Emerging from Its Troubled Past », *RAND*, décembre 2005.
- MAHSUD, K, M, (2010). Profils terroristes au Pakistan : talibans pakistanais, Al-Qaïda et les organisations locales. *Les Cahiers de l'Orient*, n° 98, 39-83.
- MALINBAUM, S, (2025). « Cachemire, le conflit sans fin », *Diplomatie*, n° 134, juillet-août 2025.
- MORENO, M.V, (2025). « The SCO 2025: Progress and Reality Checks », *Orion Policy Institute*, octobre 2025.
- NADIMI, F, (2026). « Iran's Drone Strategy (Part 1): Wartime Performance and Adaptations », *The Washington Institute for Near East Policy*, mai 2026.
- NAL, E, (2015). Doctrines nucléaires : spécificités du Pakistan et de la Corée du Nord. *Revue Défense Nationale*, vol. 776, n°1, 50-55.
- NOËL, J.-C et TENENBAUM, É, (2026). « La fureur tombée du ciel : Analyse stratégique de la campagne aérienne contre l'Iran », *IFRI – L'Institut français des relations internationales*, mai 2026.
- OLGA, A.V et LASSERRE, F, (2024). Le corridor Nord-Sud entre Inde et Russie : jeu d'équilibriste russe et défis indiens. *Revue Interventions économiques*, vol. 72, 58-74.
- RADTKA, T, (2024). « Essaims et combat collaboratif. La saturation à l'ère de l'Intelligence artificielle », *IFRI – L'Institut français des relations internationales*, juillet 2024.
- ROCCA, J.-L, (2026). « Pourquoi les Chinois ne dépensent pas ? », *Le Grand Continent*, juin 2026.
- TERTRAIS, B, (2025). « La tragédie après la catastrophe ? Guerre en Ukraine et démographie », *Institut Montaigne*, février 2025.
- VATANKA, A, (2026). « Iran's Economic Realities Amid War », *Middle East Institute*, avril 2026.

WANI, A.-A, (2025). « Jammu and Kashmir in the Aftermath of August 2019: Policy Reforms and the Evolving Governance Framework », *IFRI - L'Institut français des relations internationales*, février 2025.

ZAKIROV, B, (2025). « Uzbekistan's Role in the Rare Earth and Critical Minerals Economy », *The Hague Research Institute*, août 2025.

Ouvrages

ANDRIEU, P, (2023). *Géopolitique des relations russo-chinoises*, Presses universitaires de France.

Autres sources

CHENGHAO, S et ZHANG, X, How Chinese Scholars View the 2025 SCO Summit, *China Affairs + Podcast*, 3 septembre 2025.

Commission européenne. Porte d'entrée mondiale : l'UE et les pays d'Asie centrale s'accordent sur les éléments constitutifs du développement du corridor de transport transcasprien, Communiqué de presse, 30 janvier 2024.

ENI, World Energy Review 2025.

Ministère des Affaires étrangères Gouvernement de l'Inde. Rencontre bilatérale du Premier ministre avec le président chinois Xi Jinping, Communiqué de presse, 31 août 2025.

Ministère des Affaires étrangères République populaire de Chine. Xi Jinping rencontre le Premier ministre indien Narendra Modi, Communiqué de presse, 31 août 2025.

PROGRES, Turkmenistan as a potential critical raw material exporter, 12 avril 2024.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org